



**AgEcon** SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## L'agriculture et l'économie Tchéco-Slovaques : réalité du changement ou changement de réalité ?

Frédéric Couret, Bernard Del'Homme, Jean Pailler

---

### Citer ce document / Cite this document :

Couret Frédéric, Del'Homme Bernard, Pailler Jean. L'agriculture et l'économie Tchéco-Slovaques : réalité du changement ou changement de réalité ?. In: Économie rurale. N°210, 1992. pp. 39-43;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1992.4480>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1992\\_num\\_210\\_1\\_4480](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1992_num_210_1_4480)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

## Résumé

L'agriculture tchèque est un secteur performant sur le plan de la production, avec des moyens et des techniques mis en oeuvre comparables aux nôtres. La taille des structures et l'importance de la main d'oeuvre diffèrent cependant sensiblement. L'exploitation agricole est aussi la base de l'organisation du tissu rural, où la production agricole n'est qu'une des fonctions assurées. Aussi, l'évaluation de la performance économique de l'agriculture, toujours délicate quand elle est réalisée avec des indicateurs mal adaptés, est-elle différente des clichés habituels véhiculés par les jugements sur une économie socialiste. Pourtant, le changement politique amorcé remet en cause cette organisation. Reposant sur une vision idéaliste de l'économie de marché, animée par une volonté de rupture avec la période socialiste, la « révolution de velours » recèle encore beaucoup d'incertitudes. L'agriculture peut-elle sortir renforcée de ce changement ? Rien n'est moins sûr...

## Abstract

*Czechoslovakien agriculture and economy : a real change or a change in reality ?*

The Czechoslovakien agriculture is an efficient sector of the economy, as regards production ; means and techniques used are comparable to ours. However, the size of structures involved and the weight of the laborforce differ considerably. The farm is also the basis of the organization of the rural social fabric, and production represents only one of the functions carried out by the farming structure. Thus, evaluation of economic performance in the agricultural field, which is difficult when done with poorly-adapted indices, is different from clichés usually formulised in judging a command economy. Nevertheless, the political changes which have been undertaken can only call this organization into question. Based on idealistic vision of the market economy, driven by the will to break with the socialist period, the « velvet revolution\* still carries many uncertainties. Can agriculture turn out to be stronger for this change ? Nothing is less certain ...

## L'AGRICULTURE ET L'ÉCONOMIE TCHECO-SLOVAQUES : RÉALITÉ DU CHANGEMENT OU CHANGEMENT DE RÉALITÉ ?

Frédéric COURET\*, Bernard DEL'HOMME\* et Jean PAILLER\*

### Résumé :

L'agriculture tchécoslovaque est un secteur performant sur le plan de la production, avec des moyens et des techniques mis en oeuvre comparables aux nôtres. La taille des structures et l'importance de la main d'oeuvre diffèrent cependant sensiblement. L'exploitation agricole est aussi la base de l'organisation du tissu rural, où la production agricole n'est qu'une des fonctions assurées. Aussi, l'évaluation de la performance économique de l'agriculture, toujours délicate quand elle est réalisée avec des indicateurs mal adaptés, est-elle différente des habituels clichés que véhiculent les jugements sur une économie socialiste. Pourtant, le changement politique amorcé remet en cause cette organisation. Reposant sur une vision idéaliste de l'économie de marché, animée par une volonté de rupture avec la période socialiste, la « révolution de velours » recèle encore beaucoup d'incertitudes. L'agriculture peut-elle sortir renforcée de ce changement ? Rien n'est moins sûr...

### CZECHOSLOVAKIEN AGRICULTURE AND ECONOMY : A REAL CHANGE OR A CHANGE IN REALITY ?

#### Summary

*The Czechoslovakien agriculture is an efficient sector of the economy, as regards production ; means and techniques used are comparable to ours. However, the size of structures involved and the weight of the laborforce differ considerably. The farm is also the basis of the organization of the rural social fabric, and production represents only one of the functions carried out by the farming structure. Thus, evaluation of economic performance in the agricultural field, which is difficult when done with poorly-adapted indices, is different from clichés usually formulised in judging a command economy. Nevertheless, the political changes which have been undertaken can only call this organization into question. Based on idealistic vision of the market economy, driven by the will to break with the socialist period, the « velvet revolution » still carries many uncertainties. Can agriculture turn out to be stronger for this change ? Nothing is less certain ...*

*L'article qui suit a été rédigé à la suite d'un voyage d'études d'une dizaine de jours en Tchéco-Slovaquie à la fin du mois de mars 1991. (Les visites et rencontres concernaient avant tout le secteur agricole de République Tchèque). Il n'a nullement la prétention d'apporter un éclairage exhaustif sur la situation générale dans ce pays mais toutes les analyses ou réflexions présentées ici sont issues de situations concrètes auxquelles nous avons été confrontés pendant notre séjour.*

### LA TCHECO-SLOVAQUIE EN BREF...

#### Régime politique :

République fédérative Tchèque et Slovaque depuis Mai 1990. La République Tchèque rassemble les régions de Bohême et de Moravie et comprend 10,3 Millions d'habitants environ, la Slovaquie étant la deuxième république (5,3 M. d'habitants environ).

#### — Principaux chiffres (1989) :

- 15,6 millions d'habitants,
- 128 000 km<sup>2</sup>, dont 68 000 de Surface Agricole Utile,
- P.I.B. : 43 500 F/Hbt (France : 101 400 F),

\* Enseignants-chercheurs en économie et gestion de l'entreprise à l'ENITA de Bordeaux, Département Entreprise et Systèmes, 1 cours du Général-de-Gaulle, 33175 Gradignan Cedex.

- part de l'agriculture dans le P.I.B. : 8 %, pour 12 % de la population active,
- principales productions : blé, orge, pommes de terre, bovins, porcins.

**Capitale** : Prague (1,5 million d'habitants)

*Découvrir et apprécier la performance de l'agriculture tchéco-slovaque constituait la base de notre voyage. Les clichés sur les pays de l'est, royaumes de sous-productivité et d'inefficacité, dominant souvent dans les écrits. Nos impressions sont cependant sensiblement différentes.*

La taille des exploitations est le premier point marquant. Trois types d'entreprises coexistent :

- les fermes d'Etat (surface moyenne 6 100 ha). Au nombre d'environ 200, elles représentent un petit quart de la Surface Agricole Utile (SAU) du pays. Elles ont été établies sur les biens nationalisés de gros propriétaires terriens (religieux, aristocrates...),
- les coopératives (surface moyenne 2 600 ha). A partir des années cinquante, elles ont regroupé les petites et moyennes exploitations sans déposséder les propriétaires, mais en les obligeant à se regrouper. Elles se sont progressivement concentrées par la suite. Il en demeure environ 1500 qui occupent plus des deux tiers de la SAU.,
- le reste de la surface (10 % environ) est occupé par des exploitations privées qui ont pu continuer à exister.

A cette taille importante correspond un mode d'organisation particulier. Dans les entreprises visitées, nous avons rencontré trois grands centres d'activité :

— des *centres opérationnels* directement liés à la production agricole :

- un centre d'activité par production animale,
- un centre d'activité pour la production végétale,

— des *centres « périphériques »*

- un centre de réparation et entretien du matériel,
- un centre de construction et entretien des bâtiments,
- un centre de restauration,
- d'autres centres spécialisés (laboratoire d'analyse, ...).

— *un centre de direction.*

Chaque centre d'activité est dirigé par un responsable, qui est lui-même dépendant du centre de direction de l'ensemble de l'entreprise.

Si les structures et l'organisation de la production sont facilement perceptibles, les résultats de l'agriculture sont plus délicats à appréhender. L'évaluation des résultats des exploitations agricoles est compliquée :

- par l'absence d'accès aux informations de gestion issues d'un cadre de références qui nous est familier,
- par la différence d'objectifs assignés aux exploitations dans une économie planifiée (l'obtention d'un profit maximum n'est pas l'objectif recherché ; il n'existe pas de lien entre la production et le marché).

Il a donc fallu se forger une opinion à partir d'impressions visuelles, de données techniques, de recoupements divers. Ce que nous avons vu semble confirmer les chiffres disponibles sur l'agriculture Tchéco-Slovaque. Quatre productions végétales dominent : blé, orge, pommes

de terre et betteraves à sucre. Trois productions animales : bovins, porcins et poules pondeuses.

Dans les exploitations visitées, les rendements se situent :

- entre 4 000 et 5 000 kg de lait par vache et par an,
- entre 40 et 60 qx par ha pour le blé,
- autour de 21 porcelets sevrés par truie et par an,
- entre 60 et 200 hl par ha de vigne, avec des variations très fortes selon la variété, le sol et le climat de l'année.

Ce niveau de résultats s'explique par :

- la mise en oeuvre de technologies (matériel agricole, installations techniques, bâtiments...) identiques à ce que nous connaissons chez nous. La dimension des exploitations rend même possible l'utilisation de techniques peu répandues en France : traitements aériens, gros tracteurs et outils proportionnés aux tailles des parcelles,
- un niveau de compétence technique égal au notre, en productions végétales comme en productions animales. Toutefois, la spécialisation des salariés est beaucoup plus marquée, conséquence là aussi de la taille des exploitations : conducteurs d'engins, vachers, porchers, mécaniciens...

La Tchéco-Slovaque possède donc une agriculture dont le niveau de production est comparable, toutes proportions gardées, au nôtre. Les différences apparaissent dès que l'on s'intéresse à l'efficacité des facteurs de production.

On peut estimer qu'il y a environ un travailleur pour 6 à 10 ha dans des exploitations de type polyculture-élevage. Cette abondance de travailleurs ne semble pas limitée au secteur agricole, mais se rencontre partout (nous l'avons remarqué dans les Industries agro-alimentaires, dans les services...).

Pourtant, les exploitations semblent offrir de bonnes conditions de travail. Le salarié agricole bénéficie d'horaires fixes, d'une rémunération et d'un système de protection sociale identique aux salariés des autres secteurs. En outre, il dispose d'avantages en nature dont l'importance est non négligeable. La parité de niveau de vie entre la ville et la campagne semble donc une réalité. Il faut sans doute là aussi y voir les réminiscences du passé socialiste dans l'organisation économique.

La transformation et l'écoulement des produits sont assurés entièrement par des entreprises ou magasins d'Etat. Les exploitations sont donc déconnectées des problèmes de commercialisation qui peuvent se poser. La politique des prix est encore très dépendante d'un système planifié, ce qui signifie que les prix de vente des produits agricoles sont sans rapport avec une valeur de marché. Dans ces conditions, le résultat d'une exploitation ne reflète pas seulement son efficacité, mais l'éventuelle marge de manœuvre que lui a accordée la planification et les contraintes qu'elle lui a imposées. Ainsi du lait vendu 5 couronnes (environ 1 FF) le litre à une laiterie est revendu 4,5 au détail.

La rentabilité économique des exploitations est donc probablement mauvaise. Mais pouvoir apprécier la performance des exploitations demande de comprendre, à notre avis, que le résultat d'une activité, dans ce pays, ne se mesure pas seulement en termes économiques.

## **L'exploitation agricole constitue le ciment du tissu social rural**

Par la diversité des fonctions qui lui sont dévolues, l'exploitation agricole tchéco-slovaque constitue l'armature du tissu social rural. Le mode d'organisation des exploitations induit une multitude de métiers qui justifient une population nombreuse et diversifiée :

— l'importance des ateliers de réparation, de fabrication de pièces, d'entretien et de construction des bâtiments permet l'emploi d'ouvriers qualifiés dans chacune des spécialités (métiers du bois, des métaux...),

— la présence systématique d'un restaurant d'entreprise occupe également des cuisiniers et personnels de service pour la restauration,

— l'existence de laboratoires d'analyses ou de contrôle de la qualité nécessitent des emplois adaptés à ce genre de fonctions,

— enfin, la taille de l'entreprise et l'importance de l'encadrement maintiennent dans les campagnes des cadres moyens et supérieurs.

Toutes ces fonctions sont présentes dans l'exploitation Tchéco-Slovaque, alors que chez nous elles sont assurées par d'autres entreprises. Cela permet d'ailleurs à certaines coopératives d'envisager au titre de leur diversification, l'adjonction d'activités sans lien avec la production agricole (construction de logements, d'hôtels, production vidéo, commerce...). Mais le regroupement d'activités multiples n'est pas le seul domaine dévolu à l'exploitation agricole. Elle remplit aussi une fonction sociale.

Pour l'assurer, un nombre non négligeable d'activités est organisé autour de la coopérative ou la ferme d'état. Elle est ainsi très souvent impliquée dans :

- la construction de logements des salariés,
- l'organisation des loisirs,
- l'organisation de la vie scolaire,
- l'organisation de soins primaires.

Toute la vie des salariés, donc des villages ruraux s'organise autour de l'exploitation. C'est une des explications de l'importance de la population rurale dans un pays ayant plutôt une image industrielle. Dès lors, la faible productivité du travail appréciée au travers de nos indicateurs d'économie capitaliste trouve une explication. L'empreinte du système politique qui avait mis au centre de ses objectifs le plein emploi ressurgit nettement. Les entreprises étaient les actrices de cette politique, avec en plus une répartition des revenus sur des bases assez égalitaires. Indéniablement, cette politique économique a atteint ses objectifs, puisque le chômage est quasiment inexistant et les niveaux de vie semblent plus nivelés que chez nous. Mais indiscutablement, la sûreté de l'emploi pour tous s'est accompagnée d'un niveau de vie relativement faible. En outre, pour parvenir à ses fins, l'appareil politique a dû mettre en place un système réduisant fortement la liberté individuelle.

La fin de l'année 1989 marque, en Tchéco-Slovaque comme dans d'autres pays de l'Est, une rupture avec ce système.

## **LE CHANGEMENT A TOUT PRIX**

Depuis la « révolution de velours » le régime politique a basculé vers la démocratie. Non seulement les change-

ments ont été imaginés, formalisés mais les structures mises en place (Constitution, Parlement, Présidence de la République...) fonctionnent et le travail institutionnel est intense. Après « une longue éclipse » la Tchéco-Slovaquie retrouve son statut de pays démocratique. Mais les transformations économiques sont beaucoup moins visibles. Il est naturel qu'une réforme économique décidée au niveau politique ne se mette en place que très progressivement. Il faut dire que la tâche apparaît immense car il s'agit de réorganiser de fonds en comble une économie et donc un système social sur des bases opposées à celles qui avaient prévalu pendant les quarante-cinq dernières années.

Cependant, les solutions avancées dans ce pays semblent essentiellement motivées par une volonté de revanche sur les structures économiques mises en place par l'ancien régime, et non par une évaluation préalable de l'intérêt des structures existantes. Il semble en aller ainsi, de la privatisation des fermes d'Etat, du démantèlement des coopératives, du choix unanime de la société par actions comme formule de remplacement. Pourtant, les structures agricoles en place ne constituent-elles pas une chance plutôt qu'un handicap ? Si changements il doit y avoir quelle doit-être leur importance et selon quel rythme ? Autant de questions (et bien d'autres) que nous n'avons pas manqué de nous poser mais qui ne semblaient pas être la préoccupation majeure de nos interlocuteurs pour lesquels « la nécessité du changement » faisait office de Politique. Ce rejet s'accompagne de la volonté d'aller le plus vite possible vers un schéma d'organisation économique et social proche de celui des pays de l'Ouest. C'est encore une idée bien floue pour lancer des réformes concrètes et faire émerger un nouveau schéma d'organisation économique.

## **MAIS LE CHANGEMENT A QUEL PRIX ?**

L'acceptation sans réserve d'une économie reposant sur le marché, la propriété privée et le profit se rencontre à tous les niveaux. Les chefs d'entreprise épousent cette approche, à l'inverse de notre raisonnement de gestion. Celui-ci se caractérise par une quasi-absence de débat idéologique mais par un approfondissement constant de la connaissance des processus de gestion en vue d'améliorer l'efficacité des entreprises. La volonté de changement de système économique confortée par une vision très optimiste des résultats de nos économies occidentales semblent jouer un rôle anesthésiant sur l'ensemble de leur réflexion. Cette situation peut conduire à l'avènement de chefs d'entreprise prônant des modes de gestion ultra-libéraux ressemblant davantage à nos pratiques du XIXème siècle qu'à celles du XXème. Nous croyons avoir rencontré ce type de chef d'entreprise grand défenseur de la régulation exclusive par le marché, de la liberté totale d'embauche et de licenciement, du paiement à la tâche, grand pourfendeur de l'Etat omniprésent. La brièveté de nos débats ne permettait pas toujours d'approfondir les sujets mais on peut se demander si notre interlocuteur ne projetait pas sa propre vision de nos économies libérales.

Certes nous avons rencontré beaucoup plus d'acteurs (chefs d'entreprises agricoles, cadres...) que de concepteurs (chercheurs en agro-économie, fonctionnaires du ministère de l'Agriculture). Nous ne pensons pas pour autant qu'il faille trouver là les raisons essentielles de leur difficulté à imaginer le visage de « la Tchéco-Slovaquie

nouvelle ». Les raisons plus profondes tiennent selon nous, à des erreurs d'appréciation sur ce qu'est une économie de marché et à des équations admises comme justes et intangibles alors qu'elles nous paraissent sujettes à caution.

**\* « économie capitaliste » = « économie libérale » = « économie de marché »**

Le grand flou qui accompagne ces termes pose non seulement des problèmes de vocabulaire mais de compréhension globale des différences notoires qui peuvent exister au sein même des pays occidentaux. Assimiler tous ces pays à un seul système est en effet inexact. Le rôle et l'importance de l'Etat dans l'activité économique y sont très variés et conditionnent la place du marché comme régulateur du circuit économique, comme la part du capital « privé » dans la production. Ne pas évaluer ces nuances montre bien le manque de recul et d'analyse sur ce système économique. Ainsi, l'image d'une agriculture principalement régulée par les mécanismes de marché fait partie des clichés couramment répandus, la neutralité de l'Etat dans l'économie est souvent considérée comme une vérité première... On trouverait encore beaucoup d'autres clichés du même type qui reposent sur une fausse représentation de notre système économique et sont particulièrement présents chez les étudiants que nous avons rencontrés.

**\* Propriété individuelle des moyens de production = efficacité économique**

Beaucoup de nos interlocuteurs estiment que l'efficacité de notre agriculture repose principalement sur le statut de propriétaire-exploitant. D'où, en Tchéco-Slovaquie, la volonté de démanteler les fermes d'Etat et les coopératives et de privatiser le foncier agricole. Si le principe *propriété = motivation de l'individu* semble un facteur encourageant l'efficacité économique, il est aisé de démontrer que ce n'est pas le seul. Les régions de fermage ont toujours été les fleurons de notre agriculture, les régions où se concentrent les investissements extérieurs ne souffrent pas d'un manque de performance. La motivation des individus ne repose plus uniquement sur la propriété du capital, mais sur la rentabilité qu'ils en retirent.

Chez nous, le rachat des terres à chaque génération épuise financièrement les agriculteurs, pour détenir un capital peu rentable et davantage considéré aujourd'hui comme un outil de production qu'un facteur de richesse. Il conviendrait peut-être de prendre en compte ce fait dans la réflexion précédant une réforme foncière en Tchéco-Slovaquie. A moins que le débat sur le foncier ne soit finalement qu'une occasion et un symbole permettant d'affirmer de façon intangible que le règne de la propriété collective a bien vécu...

**\* Entreprise de petite taille = entreprise efficace**

La concentration des unités de production agricole est-elle allée trop loin dans ce pays ? La question mérite d'être posée et il faudrait davantage de réflexion et d'informations pour se faire une idée pertinente sur ce sujet. Les agro-économistes que nous avons rencontrés à Prague situent la taille optimum entre 600 et 1 000 ha. Une telle évolution nous paraît raisonnable. Tout démantèlement excessif des structures actuelles risque de se traduire par une régression de l'agriculture. On ne peut imaginer de rompre sans dommage avec des structures qui ont atteint

une certaine cohérence si on les juge d'après les résultats observés.

D'autres exemples confirmeraient que les erreurs de jugement proviennent d'une analyse trop approximative et insuffisamment confrontée aux observations réelles qui n'avaient pu se faire jusqu'alors. Nous sommes donc dans une situation où on ne fait qu'imaginer ce que pourrait être la situation à l'arrivée sur la base de trop nombreuses fausses images censées caractériser les économies de l'Ouest. Mais les étapes intermédiaires restent très floues.

## **DE GRANDES INCERTITUDES SUR LE PASSAGE D'UNE ÉCONOMIE PLANIFIÉE A UNE ÉCONOMIE DE MARCHÉ**

Même si c'est une préoccupation qui n'est pas très présente chez nos interlocuteurs, il est probable que la transition entre les deux systèmes économiques ne se fera ni facilement ni rapidement. S'il est difficile d'imaginer le point d'aboutissement du processus en route, il est au moins aussi complexe d'envisager dans quelles conditions se fera cette transition. Mais certaines conséquences semblent inévitables. Nous nous limiterons à citer les deux qui semblent les plus évidentes.

1) Le droit au travail n'existe pas en économie de marché. Le chômage pratiquement inconnu dans une organisation économique et sociale, qui avait instauré un véritable droit au travail, va atteindre selon nous des niveaux très élevés. Comment l'économie tchéco-slovaque prendra-t-elle en compte ce phénomène ? Bénéficiera-t-il d'un accompagnement social ? Ce qui constitue un fléau dans des sociétés intellectuellement prêtes à l'idée du chômage ne risque-t-il pas d'être humainement et socialement intolérable là où les hommes et les structures ne sont pas préparés à cet affrontement ?

2) La recherche de l'efficacité économique est un puissant facteur de différenciation sociale. L'avènement d'un nouveau système économique va générer une échelle sociale marquée qui auparavant était diluée dans une immense classe moyenne. Les disparités de pouvoir d'achat ainsi créées vont se traduire par une forte différenciation dans la consommation, la formation, la culture, la santé... L'engouement unanime pour l'économie de marché résistera-t-il à cette évolution ? Qu'en sera-t-il pour ceux (les plus nombreux ?) qui subiront une régression sociale et économique si l'Etat ne joue pas un rôle de régulation ?

L'analyse de la situation conduit à dire qu'il faut une certaine dose d'optimisme pour apprécier avec confiance l'évolution de la situation économique. Pourtant les personnes rencontrées semblent sûres de leur réussite. Il faut donc tenter d'identifier quelques unes des raisons de cet optimisme. Nous avons eu le sentiment d'être dans le camp des futurs gagnants, car nous avons rencontré principalement des cadres d'entreprises. Le redémarrage de l'économie se fera à base de compétences. La personne formée et dynamique a toute chance de trouver dans la compétition qui ne va pas manquer de s'engager un terrain favorable à son épanouissement intellectuel mais aussi matériel. La rencontre d'interlocuteurs confiants dans l'avenir est réjouissante. L'économie est aussi affaire de moral. Nous ne pouvons malgré tout nous empêcher d'être interrogatifs. Notre appréciation de la situation diffère notablement de celle entendue sur place. Pourquoi

un tel écart entre des personnes ayant un niveau équivalent sur le plan de l'instruction, la culture, l'ouverture d'esprit ?

Nous croyons pouvoir avancer quatre raisons :

- la soudaineté des changements et leur proximité n'ont pas laissé de temps aux esprits pour prendre la mesure des bouleversements en cours. Cet argument qui pourrait prendre dans d'autres occasions des allures de prétexte est ici majeur,

- l'esprit de revanche qui conduit à rejeter en bloc tout le passé est toujours présent dans les périodes de grandes ruptures. Bien qu'il ne puisse pas constituer à terme une base pour construire, il n'est pas surprenant de le trouver,

- les hommes d'un pays longtemps coupé des pays occidentaux qui sont pourtant leurs proches voisins perdent leurs points de repère. L'évaluation économique quand elle doit avoir lieu est alors très délicate. Cette appréciation est rendue d'autant plus difficile qu'on idéalise certainement cet espace économique et social qui a été longtemps inaccessible,

- laissons enfin aux observateurs le droit à l'erreur toujours possible. Juger de l'extérieur et forger sa conviction sur des observations partielles conduit certainement

à un jugement incomplet. Voir les événements un an et demi après la rupture ne permet sans doute pas de prendre en compte la pesanteur (l'oppression) de l'ancien régime.

### Conclusion

Il paraît tout à fait légitime et heureux qu'un pays privé d'un véritable débat pendant une longue durée s'interroge sur la façon de construire son avenir.

Il nous paraît cependant étonnant que le débat sur la possibilité pour ce pays d'imaginer un système économique et social original intégrant les caractéristiques actuelles de la société, ne soit pas à l'ordre du jour. Tous les interlocuteurs avec qui ce problème a été évoqué nous ont affirmé que des propositions originales auraient pu voir le jour en 1968. Après le grand sommeil de vingt années qui ont suivi et avec l'arrivée d'une nouvelle génération (celle des 15-30 ans) cette autre voie ne sera pas explorée. M. Karl von Schwarzenberg, proche collaborateur du Président Havel, traduit bien le sentiment général en déclarant : « *Quant à la prétendue troisième voie entre le socialisme et le capitalisme, cela me paraît aussi utopique que de rechercher un état intermédiaire entre la grossesse et la non grossesse* ».